



**CTSD 11 février 2016**

**Déclaration FSU**

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames et messieurs,

Les opérations de carte scolaire destinées à préparer la rentrée 2016 s'ouvrent dans un contexte difficile. Les dotations de ces dernières années n'ont pas permis d'enrayer le retard de notre département en terme d'encadrement, d'aide aux élèves, d'innovation pédagogique. Et la révision de la carte de l'Education Prioritaire l'an dernier nous a fait perdre le peu de moyens dont nous disposions pour aider les élèves les plus en difficulté.

Les 80 postes octroyés cette année à notre département, sont dérisoires à cet égard et résonnent comme une double peine, puisque une des clés de répartition de la dotation académique est justement le poids de l'Éducation Prioritaire. Et ce n'est pas la « perte » de 700 élèves qui compensera les fermetures prononcées lors de la précédente mandature.

Ainsi, face à ce constat, si nous saluons votre volonté de rétablir la formation continue, et d'ouvrir des postes de Plus de Maîtres que de Classes, néanmoins, la FSU77 vous demande madame l'inspectrice d'académie, comment vous comptez mettre en œuvre la priorité au primaire dans notre département ? Et ainsi améliorer la réussite de nos élèves et les conditions de travail des enseignants ?

Les mesures proposées lors des groupes de travail de janvier ne sont pas de nature à nous redonner une quelconque confiance ! Près de 300 fermetures proposées dans le réseau ordinaire tandis que des ouvertures en nombre insuffisant ont été proposées dans l'ASH et ce à moyens constants.

Si, nous espérons qu'un grand nombre de mesures vont être abandonnées lors de ce comité technique, la FSU77 s'interroge sur l'efficacité du groupe de travail sur le réseau ordinaire qui s'est tenu en janvier. La méthode qui consiste à nous rendre compte des calculs bruts réalisés par un logiciel sans aucun traitement de l'information, nous laisse perplexes.

La FSU77 dénonce avec force cette stratégie qui consiste à mettre en place des groupes de travail tout en les vidant de leur sens. Une fois de plus le dialogue social s'est transformé en Seine-et-Marne en monologue. Est ce pour privilégier le dialogue avec les élus ? Nous avons appris en effet, que depuis le mois de janvier des édiles, je cite un courrier distribué dans les écoles de La Ferté Sous Jouarre, « ont pu obtenir des avancées » (...) « aucune fermeture de classes n'est envisagée » (Patis, Duburcq) et qu'en revanche concernant les maternelles, je cite à nouveau « aucune décision officielle ne nous a été confirmée » ou bien cet autre courrier du député Emeric Bréhier qui écrit "Mme Galéazzi m'a assuré que les fermetures annoncées dans la presse depuis la tenue du groupe de travail ne reflètent absolument pas la réalité des mesures envisagées.

Cette façon de contourner les instances représentatives des personnels, associée aux menaces de suppressions de postes a provoqué une grande colère chez nos collègues, qui attendent au contraire, du soutien et de la reconnaissance de leur hiérarchie. Si bien qu' alors qu'ils sont les plus mal rémunérés d'Europe, que leur pouvoir d'achat ne cesse de chuter, nos collègues ont pourtant choisi de se mobiliser

aujourd'hui et de perdre une journée de salaire pour défendre leur école, leur classe, leurs élèves ! Nos collègues qui montrent chaque jour l'étendue de leur engagement au service d'un public qui se précarise d'années en années, ... n'acceptent pas que leurs élèves seine-et-marnais soient laissés pour compte dans l'académie de Créteil. Les promesses faites à la Seine-Saint-Denis l'an dernier doivent être honorées. Les besoins éducatifs, pour ne citer que ceux-là sont criants dans ce département.

Pour autant, les services de l'état se doivent de défendre et mettre en œuvre l'équité sur tout le territoire, sur toute l'académie. C'est pour la FSU77 indispensable dans un département dont l'essentiel des habitants sont relégués aux portes du Grand Paris, mis à l'écart de riches intercommunalités. L'axe du prochain projet académique « vivre et transmettre les valeurs de la République » risque de nourrir une désaffectation des citoyens seine-et-marnais des institutions, dont notre Ecole.

En conclusion, la FSU77 s'inquiète fortement de l'avenir des jeunes de notre département. Nous craignons que si aucune mesure, aucun dispositif ne sont prévus pour privilégier nos spécificités territoriales, il y ait fort à penser que quelques années suffiront à ce que la situation de la Seine-et-Marne ne se dégrade de façon notoire.

Et pour finir, la FSU77 vous demande une nouvelle fois, madame l'inspectrice d'instaurer un authentique dialogue social dans notre département, qui permette à nos représentants des personnels d'effectuer leur travail sérieusement, dans de véritables groupe de travail qui privilégient la qualité des échanges et redonner aux instances tous leurs pouvoirs de décision.